

Compte rendu de l'Atelier de prospective « 3 horizons »,
co-construire une vision stratégique pour accompagner le
développement de l'agroécologie en région Vakinankaratra

16-17 avril 2019, résidence sociale d'Antsirabe



Compte rendu rédigé par Sarah Audouin (CIRAD/FOFIFA) et Tahina Raharison (GSDM/Montpellier SupAgro)

Décembre 2019



Table des matières

Table des sigles et acronymes.....	3
Introduction.....	4
1. Contexte institutionnel et principes d'action.....	4
2. Objectif et contenu de l'atelier	5
2.1. Objectif de l'atelier.....	5
2.2. Participants ciblés.....	5
3. La méthode des « trois horizons »	5
4. L'horizon H1 : diagnostic de la place de l'agroécologie en Vakinankaratra	7
4.1. Présentations introductives	7
4.2. Travaux de groupe, construction de l'horizon 1	10
5. L'horizon H3, l'horizon du futur : quelle place souhaitée de l'agroécologie en Vakinankaratra en 2040 ?	12
6. Les poches du passé et les poches du futur	16
7. L'horizon H2, l'horizon de transition	19
7.1. L'horizon H2 : quelles tensions anticiper ?.....	19
7.2. L'horizon H2 : quelles actions mettre en œuvre et avec quels acteurs/institutions ?.....	21
Conclusions et perspectives	24
Annexes	26
Agenda.....	26
Tableaux produits par les participants	27
Liste de participants	30

Table des sigles et acronymes

AE : Agroécologie

AFD : Agence française de développement

Cirad : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, institut de recherche français

CTD : Collectivité Territoriale Décentralisée

CSA : Centre de services agricoles

DREDD : Direction régionale de l'environnement et du développement durable

EA : exploitation agricole

EAF : exploitation agricole familiale

ECOAFRICA : projet de recherche et de développement intitulé « ECOlogical intensification pathways for the future of crop-livestock integration in AFRICAn agriculture », financé par l'Union Africaine

FDA : Fonds de développement agricole

GSDM : « Groupement sur le Semis Direct à Madagascar », devenu « GSDM, professionnels de l'agro-écologie », association

IMF : institution de micro-finance

SCV : Semis sur couverture végétale

SECuRE : projet de recherche intitulé « Soil ECological function REstoration to enhance agrosystem services in rainfed rice cropping systems in agroecological transition », financé par la fondation Agropolis

STD : Services techniques déconcentrés

STRADIV : projet de recherche et de développement intitulé « *System approach for the TRAnstition to bio-DIVersified agroecosystems, from process analysis to multi-scale co-conception with actors* », financé par la fondation Agropolis

OP : organisation de producteurs

OSC : organisations de la société civile

PTF : plateforme

UE : Union Européenne

ZIA : Zone d'investissement agricole

Introduction

L'enjeu de cet atelier : construire une vision partagée de l'agroécologie en Vakinankaratra

L'agroécologie émerge depuis quelque dizaine d'années comme un modèle de production agricole d'intérêt, bien que parfois controversé, conciliant durabilité, agriculture familiale et contractuelle. L'atelier a visé à mobiliser une **démarche originale de prospective**, dans laquelle une diversité d'acteurs agissant dans la région Vakinankaratra se sont réunis afin de construire **une vision partagée de l'agriculture agroécologique** et un **plan d'action** permettant d'y parvenir. Cette démarche se distingue des autres démarches par le fait qu'elle consiste à identifier les ruptures possibles ou les transformations de tendances, qui deviendront peut-être les tendances fortes du futur. L'enjeu majeur est donc de permettre aux acteurs régionaux de **prendre conscience, de se préparer et d'anticiper ces changements**. Cet atelier a consisté à imaginer collectivement l'agriculture du futur en région Vakinankaratra, la place de l'agroécologie, les possibles tensions à anticiper et des moyens pour accompagner ces évolutions. Une équipe de chercheurs du CIRAD, du GSDM et du FOFIFA ont animé cet atelier, partagé en temps de discussion en plénière et par groupe.

1. Contexte institutionnel et principes d'action

Le contexte institutionnel

Cet atelier s'est tenu dans le cadre de deux projets :

- Le projet **STRADIV** "*System approach for the transition to bio-diversified agroecosystems*", financé par la Fondation Agropolis,
- le projet **EcoAfrica**, "*Ecological intensification pathways for the future of crop-livestock integration in African agriculture*", financé par l'Union Africaine.

Ces deux projets ont pour ambition d'appuyer la conception d'une arène multi-acteurs afin de permettre un échange de connaissances et de savoir-faire entre les parties prenantes identifiées, au sujet de la transition agroécologique et de la biodiversité cultivée. En préalable de la structuration d'une telle arène multi-acteurs, cet atelier a été organisé afin de permettre aux acteurs parties-prenantes de la thématique de l'agroécologie de construire une vision partagée, sans présager de la forme de cette future arène multi-acteurs (plateforme d'innovation, comité de discussion, réseau multi-acteurs, etc.).

L'atelier a été co-organisé par le CIRAD, le GSDM et le FOFIFA. Il a été préparé par Sarah Audouin (CIRAD/FOFIFA), Tahina Raharison (GSDM/SupAgro) et l'animation a été confiée à Simon Razafimandimby (FOFIFA).

La prospective comme base de réflexion pour appuyer la conception d'une plateforme d'innovation

Cet atelier a mobilisé la **prospective** - appelée aussi « **anticipation** » - **comme démarche et outil d'intérêt** afin de réunir une diversité d'acteurs, d'explorer des futurs plausibles, de construire une vision partagée de l'agriculture agroécologique. La prospective est une discipline dont la pratique permet d'utiliser le futur pour mieux comprendre le présent, permettant ainsi de concevoir des actions dans le présent et d'en comprendre les implications à court et long terme. Cette discipline couvre un large champ de postures, d'outils et de méthodes. Dans le cas présent, la démarche d'anticipation est finalisée : l'agroécologie est pensée comme un futur plausible qui nécessite de construire une vision stratégique. D'un point de vue méthodologique, le recours à une approche qualitative est recommandé, plutôt que d'utiliser la

modélisation. La démarche consiste essentiellement à travailler sur les ruptures possibles ou les transformations de tendances qui concernent le monde rural et plus particulièrement l'agriculture. Lorsqu'elle est effectuée de façon participative, avec des participants considérés comme experts dans leurs domaines, l'anticipation permet de développer des interactions entre une diversité d'acteurs et de produire un **apprentissage collectif** par la réduction de l'asymétrie d'accès à l'information. Dans le secteur de l'agriculture et du développement rural, il existe une ambiguïté forte entre ceux qui décident de l'avenir de l'agriculture locale et ceux qui sont directement affectés par ces décisions. La co-production de scénarios avec des communautés locales et avec les organisations agissant à une échelle locale est ainsi présentée comme un **levier d'émancipation**. Les participants développent une capacité à utiliser leur connaissance du futur pour donner du sens à leurs actions dans le présent.

2. Objectif et contenu de l'atelier

2.1. Objectif de l'atelier

L'objectif principal de cet atelier est de produire une vision partagée de l'agroécologie dans le Vakinankaratra à l'horizon 2040. Les objectifs secondaires sont :

- de poser les bases pour une action collective au sujet de l'agroécologie ;
- de questionner l'intérêt d'établir une arène multi-acteur sur cette thématique et d'en définir la structure ;
- de développer la capacité des participants à utiliser le futur pour concevoir de façon originale et novatrice la future arène de discussion.

La démarche consiste à faire appel à la prospective afin d'explorer la place et les formes de l'agroécologie dans le futur pour mieux construire les actions dans le présent.

2.2. Participants ciblés

L'atelier a réuni une quarantaine de participants.

Les participants, essentiellement localisés dans la région Vakinankaratra, ont été choisis et invités selon quelques principes clés :

- pour leurs connaissances et expérience des thématiques agricole et rurale dans le Vakinankaratra ;
- pour permettre la continuité avec le travail d'anticipation réalisé en 2016 ; des participants communs aux deux ateliers ont été invités ;
- pour faire le lien avec les plateformes d'innovation existantes, les membres des bureaux des 6 plateformes du Vakinankaratra (haricot, pommes de terre, pomme, lait, riz, entrepreneuriat rural) ont été invités.

3. La méthode des « trois horizons »

Compte tenu des objectifs des projets Stradiv et EcoAfrica, la réflexion a été focalisée sur un scénario unique, traitant spécifiquement de l'agroécologie en mobilisant la **méthode des « trois horizons »**. Cette méthode est un outil d'animation qui permet d'explorer le futur de façon stratégique, en identifiant les signaux faibles du présent qui devront être développés et les blocages à anticiper afin d'aboutir au futur désiré.

La méthode des « trois horizons » consiste à connecter le présent avec un futur désiré. Elle permet aussi d'identifier les autres futurs, divergents, qui peuvent émerger comme résultat du conflit entre le présent et ces différents futurs. Cette méthode est présentée comme intuitive, facile d'usage. Elle conduit à penser les mécanismes de transition permettant de passer d'une situation présente à un changement de paradigme dans le futur. La figure 1 ci-dessous est une représentation graphique des trois horizons.

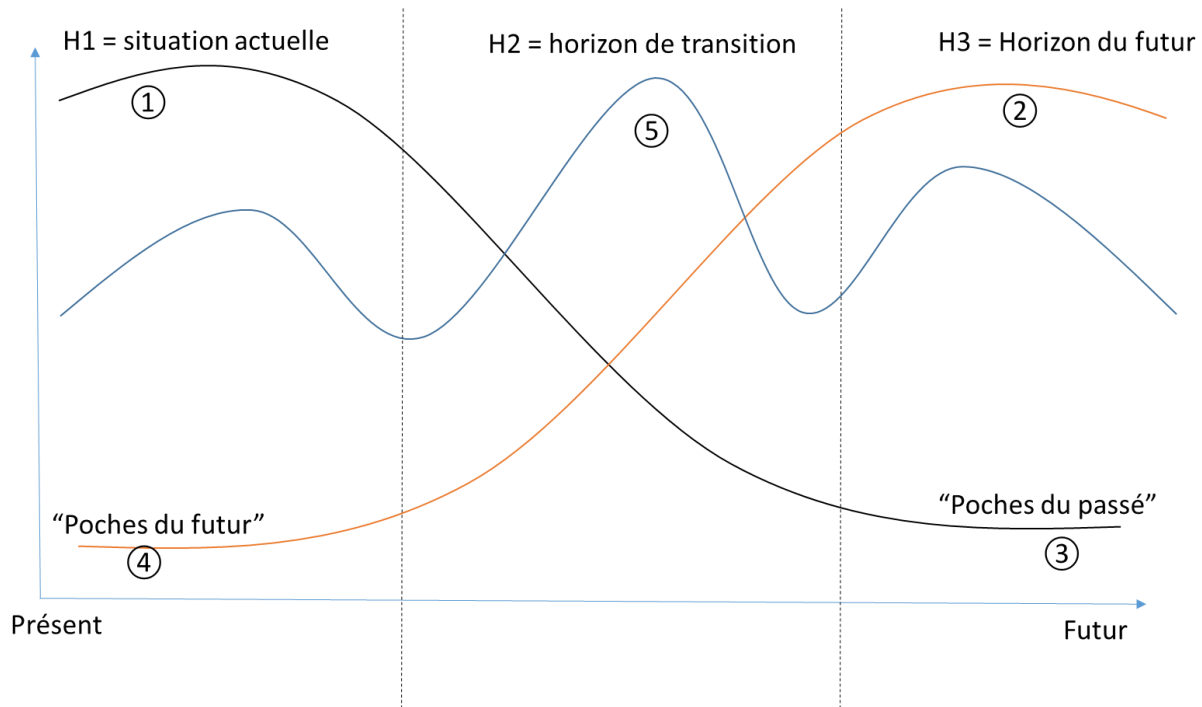


Figure 1 : les Trois Horizons, adapté de (Curry and Hodgson, 2008)

H1 est l'horizon temporel actuel où domine le paradigme actuel. Cet horizon temporel peut contenir des « poches du futur » qui sont des signaux faibles conduisant à l'horizon du futur.

H3 est l'horizon du futur où domine un nouveau paradigme, c'est-à-dire une nouvelle vision du futur. Il peut contenir ce que l'on appelle des « poches du passé », c'est-à-dire des éléments du présent qui restent valables ou acceptés dans le futur.

H2 est l'horizon temporel des transitions, où interagissent des forces de changements et de résistances qui permettent de passer de l'horizon 1 à l'horizon 3.

L'intérêt de cette méthode est de :

- mettre en tension les tendances du présent avec des signaux faibles (appelés « poches du futur »);
- permettre l'identification de stratégies à mettre en œuvre pour atteindre un futur souhaité ;
- mettre en relation les actions du futur avec les processus de changement qui y aboutissent.

La méthode se décompose en 5 étapes (voir tableau ci-dessus), le tableau suivant présente les objectifs de chaque étape et la façon dont elles ont été développées dans le cadre de cet atelier.

Tableau 1 : les 5 étapes de l'atelier

Etape	Objectif de l'étape	Protocole de l'atelier
1	Description de l'état du présent (horizon 1) : diagnostic de la situation actuelle où domine le paradigme actuel	Diagnostic du monde rural et urbain dans le Vakinankaratra, des différents modèles agricoles, mais aussi des principaux enjeux socio-économique (utilisation des résultats de diagnostics et travaux de groupe). S'assurer d'avoir un langage commun entre les participants (définition +/- large de l'agroécologie)
2	La vision du futur, tel que souhaité (horizon 3). La vision du futur souhaité n'est pas un modèle unique. L'objectif est d'identifier ce qui fait la différence avec la situation présente.	Construction du futur désiré et de la place de l'agroécologie. Présentation des scénarios de la prospective Vakinankaratra de 2016 pour faire réfléchir/discuter les participants.
3	Identification des « poches du passé » dans l'horizon 3	Discussions autour de ce qui reste valide du présent dans le futur (les signaux faibles du présent)
4	Identification des « poches du futur » dans le présent (H1). Ce sont des signaux faibles d'activités émergentes en lien avec la réalisation de l'horizon 3.	Discussions autour d'éléments du futur qui sont déjà présents (par exemple les politiques liées à l'agroécologie, la faible utilisation d'intrants par défaut d'accès/de trésorerie, le maintien de pratiques dites « traditionnelles » qui permettent les associations du culture, etc.)
5	Les chemins d'avenir (horizon 2) , identification de possibles conflits durant la transition entre le présent et le futur. Ces conflits peuvent faire bifurquer la trajectoire de H3 et ne pas atteindre le futur souhaité.	Questionner sur ce qui s'est passé pour arriver dans le futur H3. Quelles sont les actions/innovations pour transformer le présent de H1 ? Qu'est ce qui résiste à la disparation ? Qu'est ce qui facilite le développement des « poches du futur » ?

4. L'horizon H1 : diagnostic de la place de l'agroécologie en Vakinankaratra

4.1. Présentations introductives

La session débute par 3 présentations en plénière qui exposent des éléments de diagnostic de la situation du monde rural et agricole en Vakinankaratra.

Une première partie est présentée par (Tahina Raharison, Montpellier SupAgro/GSDM) concernant les politiques publiques de développement, de développement agricole et la place de l'agroécologie. Cette présentation met tout d'abord en évidence le cloisonnement des politiques publiques entre la production agricole, la conservation et la biodiversité et enfin la sécurité alimentaire. L'agroécologie est à chaque fois abordée mais pas suffisamment soutenue dans chaque secteur. Dans le secteur agricole par exemple, sous l'égide du Ministère de l'agriculture, le dernier programme agricole (PSAEP) accorde une très faible part de budget aux activités en lien avec l'agroécologie. Ainsi, dans le programme « exploitation rationnelle des espaces de production et de ressources » (parmi les cinq grands programmes évoqués), et dans le sous-programme « préservation des espaces, aménagements intégrés », 2% du budget est affecté à la préservation et la protection des sols et des bassins versants, contre 94% pour la création des ZIA (zones

d'investissement agricole). Dans l'ensemble du PSAEP, seulement 11% de budget des programmes et sous-programmes citent l'agroécologie.

Le second exposé présenté par Sarah Audouin (CIRAD/FOFIFA), présente un diagnostic de la situation économique et agricole régionale. Les résultats se basent sur 2 études récentes :

- Prospective territoriale sur les dynamiques démographiques et le développement rural dans le Vakinankaratra (financement AFD 2016)
- ProIntensAfrica « Pour une intensification durable de l'agriculture africaine » (financement européen H2020) ¹

Les points saillants de l'exposé concernent :

- la faible diversification de l'économie régionale, malgré la présence de quelques industries pourvoyeuses d'emploi. La région demeure à vocation agricole, qui occupe 86 % de la population
- l'incidence de la pauvreté : le niveau de pauvreté reste dans la moyenne nationale avec 3/4 des personnes situées sous le seuil de pauvreté, fixé à 468 800 Ariary/personne/an (2010) ;
- mais une situation nutritionnelle préoccupante puisque le taux d'insuffisance pondérale (chez les enfants de moins de 5 ans) est l'un des plus élevés du pays avec 47 % ;
- une forte augmentation de la population prévisible à l'horizon 2050, y compris lorsque l'on inclut des hypothèses de baisse de la fécondité : avec une baisse de 2,5 enfants par femme en 2050, la population du Vakinankaratra continue aussi d'augmenter, passant de 1 750 000 habitants en 2010 à presque 3 millions d'habitants en 2035 ;
- le nombre d'exploitations d'agricoles a doublé entre 1985 et 2004 et a conduit à une réduction de moitié des surfaces agricoles (de 1,07 ha par exploitation à 0,50 ha en 2010). En considérant que 0,50 ha est le minimum de surface vivable pour une exploitation agricole, il faudrait alors emblaver 85 000 ha supplémentaires dans la région afin d'absorber la hausse de population agricole d'ici à 2035 ;
- l'augmentation de la population à l'horizon 2035 implique également la création de structures publiques, soit 2 000 écoles (pour 20 000 élèves supplémentaires), 109 centres de santé de base et 6 hôpitaux.

Ainsi, les défis à relever concernant l'aménagement du territoire régional sont considérables compte tenu de la croissance de la population et nécessitent également de préserver les ressources naturelles (foncier, eau, biomasse fourragère ou forestière).

Le troisième exposé est réalisé par Mamy Razafimahatratra Hanitriniaina (FOFIFA) (préparé avec la contribution de Jean-François Bélières (FOFIFA/CIRAD) et de Sitrakiniaina Raharimalala (GSDM)). Il

¹ Rapports disponibles :

Sourisseau J.-M., Rasolofo P., Bélières J.-F., Guengant J.-P., Ramanitriniony H. K., Bourgeois R., Razafimiarantsoa T. T., Andrianantoandro V. T., Ramarijaona M., Burnod P., Rabeandriamaro H. et Bournoux N., 2016. Diagnostic territorial de la région du Vakinankaratra à Madagascar. AFD. s.l., France 157 p. <https://www.gfar.net/sites/default/files/Rapport%20diagnostic%20prospective%20Vakinankaratra%20final.pdf>

Rakotoarisoa J., ed., Bélières J.-F., ed. et Salgado P., ed., 2016. Intensification agricole à Madagascar : politiques publiques et trajectoires d'exploitations agricoles du Vakinankaratra. Rapport de synthèse. CIRAD, FOFIFA. Antananarivo 135 p. <http://agritrop.cirad.fr/582242/>

présente la situation des exploitations agricoles familiales (EAF) dans la région. Ces travaux sont issus de diverses enquêtes auprès de ménages agricoles :

- Enquêtes dans le Moyen Ouest du Vakinankaratra 2014 - 2016 (AFD/GSDM, et projet Stradiv), sur la thématique de l'adoption du système SCV (Semis-sous culture végétale), agrobiodiversité et processus d'innovation, sur 240 exploitations agricoles (représentatives de 4 379 EAF dans 8 fokontany)
- Enquêtes dans le Moyen-Ouest du Vakinankaratra (projet SECuRE, financement Fondation Agropolis), sur la thématique des pratiques de gestion de la fertilité et les performances des EA, 323 EA (représentatives 3 625 EAF dans 4 fokontany)
- Enquêtes sur les Hautes Terres du Vakinankaratra (2018-2019 financement : CRP-Rice, ECOAfrica et GSDM), sur la thématique de la place du riz et la diffusion des technologies dans les exploitations agricoles, 405 EAF enquêtées dans 15 fokontany et 5 communes.

Les principaux enseignements de l'exposé sont :

- Une surface agricole utile moyenne dans le Moyen-Ouest (1,89 ha) qui est le triple de celle sur les Hautes-Terres (0,67 ha) ;
- Des EAF avec des activités « off farm » qui complètent très largement les revenus des productions végétales et animales exercées sur l'exploitation agricole (38% des revenus non agricoles dans le Moyen-Ouest) ;
- Un taux élevé de pauvreté (68% des EA sous le seuil national de pauvreté), lié à la diversité des revenus. Les EA les plus pauvres sont les plus agricoles quand on intègre les revenus du salariat agricole. La part du salariat et des prestations agricoles diminue avec l'augmentation du revenu. La part de l'élevage augmente avec l'augmentation du revenu ;
- Ce qui différencie le plus les exploitations est lié aux capacités productives disponibles plutôt qu'aux résultats par unité de surface. Cela signifie que les exploitations les plus riches ne sont pas les plus productives ou les plus efficaces, mais elles possèdent davantage de capacités de production (davantage de surface agricole, de cheptel, ou de capital) ;
- Une très faible adhésion aux organisations paysannes (seulement 12% dans le Moyen-Ouest et 1% sur les Hautes-Terres).

Enfin, un ensemble de définitions de l'agroécologie est partagé et discuté avec les participants afin de se baser sur un socle de connaissances communes avec les participants. Il existe de multiples définitions fournies dans la littérature scientifiques, reformulées par les différents acteurs concernés par la thématique, y compris à Madagascar. Ainsi, la définition retenue est « l'application de l'écologie à l'étude, à la conception et à la gestion des agroécosystèmes durables. Le terme agroécologie désigne un nouveau modèle agricole, qui concilierait les enjeux économiques, environnementaux et sociaux de l'agriculture ».

La discussion avec les participants conduit à soulever différents points :

- Madagascar est globalement bien positionné sur l'agriculture biologique, puisqu'il est le 4^e producteur africain et le 18^e dans le Monde. Par ailleurs, la dynamique va s'amplifier avec la création récente du Symbio (syndicat malgache de l'agriculture biologique,). Ces initiatives peuvent aussi être considérée comme un accompagnement en matière d'agroécologie, y compris en Vakinankaratra ;

- Le faible niveau d'utilisation des intrants de synthèse à l'échelle du pays ou de la région cache en réalité une utilisation mal répartie : lorsque les intrants sont accessibles, les EA ne sont généralement plus dans de pratiques de faible utilisation des intrants que l'on classe comme pratiques agroécologiques. Certains intrants chimiques sont fréquemment appliqués sur les cultures de maraîchage dans certaines zones de production dites « spécialisées ». L'objectif d'accompagner l'accroissement des pratiques agroécologiques devrait donc être réfléchi par secteur selon les pratiques actuelles des producteurs (démarrer dans des zones où les pratiques sont « agroécologiques par défaut », et construire des mesures spécifiques d'accompagnement dans les zones où l'utilisation des intrants de synthèses est fréquente) ;
- Les exposés n'ont pas mis assez en évidence la pisciculture et le secteur forestier (en termes de chiffres, de lien avec l'agroécologie). Ces éléments seront intégrés dans les travaux de groupe ;
- Le faible taux d'adhésion des producteurs aux organisations professionnelles est jugé surprenant. Il a été argumenté que généralement, les bénéficiaires des projets sont ceux qui sont enclins à entrer dans les OP et/ou ceux ouverts aux innovations. Cela nécessiterait une étude approfondie pour en connaître les causes.

4.2. Travaux de groupe, construction de l'horizon 1

Les participants sont répartis en 4 groupes d'une dizaine de participants : un groupe d'expression française (mêlant représentants d'ONG, d'organismes de recherche étrangers et malagasy), et 3 autres groupes, d'expression malagasy, formés de façon aléatoires.

Les 4 groupes ont décrit les éléments structurants de l'horizon H1, selon différentes thématiques laissées libres de choix (politiques publiques, économie, démographie, pratiques agricoles, social, secteur forestier, financement des activités agricoles, etc.). L'ensemble des groupes met en évidence la faible place actuelle de l'agroécologie, que ce soit au niveau des pratiques agricoles qu'au niveau des politiques publiques (faible subvention, faible part du budget des politiques agricoles, sectorisation de la question de l'agroécologie). Ainsi, le groupe 4 illustre l'horizon 1 par la phrase suivante : « *L'agroécologie n'a pas sa place dans l'exploitation ni dans la politique nationale et régionale* ». Le secteur agricole de la région présente un potentiel de production important, présenté comme le grenier de Madagascar, mais comporte de nombreux verrous économiques (faible accès aux intrants chimiques ou organiques, faible accès au marché) et démographiques (forte pression foncière sur les Hautes Terres, mais possible intensification en Moyen-Ouest). Quelques groupes ont également mis en évidence l'existence d'initiatives en faveur de l'agroécologie, mais de façon non coordonnées (ONG, organisations faïtières de producteurs, instituts de recherche).

Tableau 2: Description de la situation actuelle (horizon 1) fournie par les 4 groupes de travail

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
Politique Non considération de l'AE	Politique L'état ne priorise pas l'AE (subvention) ex : JIRAMA 15 % des clients => augmentation de subvention.	Sectorisation des politiques publiques <ul style="list-style-type: none"> - Absence de synergie entre les acteurs de développement rural - Pas de vision commune 	Politique <ul style="list-style-type: none"> - Besoin de déverrouillage institutionnel - Coordonner davantage les objectifs politiques et actions menées

	<p>Les paysans >85% subissent les changements climatiques</p> <p>Tendance vers la révolution verte</p> <p>Sectorisation des politiques publiques</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Donner plus de place par rapport à l'AE
<p>Economique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forte potentialité agricole - Existence de plusieurs organisations économiques - Agriculture de subsistance - Importance secteurs informels - Pauvreté - Faible importance de l'AE dans les EAF - Accès au marché limité 	<p>Economique</p> <p>Pas de marché pour les produits issus de l'AE</p> <p>Les récoltes ne sont pas spécifiées sur le marché (marché tout venant)</p>	<p>Démographie</p> <p>Contraste entre le Moyen Ouest et les Hautes Terres</p>	<p>Economique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vakinankaratra : « grenier de Madagascar » - Agriculture primordiale pour l'économie de la région - Problème de gouvernance - Concurrence entre les acteurs - Les projets priorisent les exigences des bailleurs de fonds aux besoins des paysans
<p>Social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attachement aux pratiques traditionnelles - Contraintes sociales (routes, sécurité...) - Faible adhésion aux OP. - Problème de migration : surface, production - Forte croissance démographique 	<p>Social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Changement difficile de la mentalité - Respect des meurs et coutumes - faible taux de propriété foncière sur les terres agricoles 		<p>Social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hausse de la démographie - Baisse de l'accès au foncier - Insécurité et pauvreté - Enclavement, marché difficile d'accès - Peu de vision à long terme
<p>Pratiques agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accès aux intrants faibles - Maintien des pratiques traditionnelles 	<p>Pratiques agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Esprit conservateur - Manque de formation face aux changements climatiques - Lutte difficile contre les insectes ravageurs, mauvaises herbes, maladies - Hausse des coûts des intrants (fumier, NPK) - Manque de suivi des techniciens - Gestion de la production (au moment de la récolte) 	<p>Pratiques agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Surface de production sous exploitée en MO - Extension impossible sur les HT : surexploitation des terres - Forte utilisation des produits phytosanitaires surtout sur les HT 	<p>Financements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Besoin d'augmenter les budgets (ministère et bailleurs) - Seuls 11 % du PSAEP - Manque de capacité d'investissement au niveau de l'exploitation

	Climat <ul style="list-style-type: none"> - Variations (sècheresse, hausse de température) - Apparition des maladies et insectes, mauvaises herbes - Catastrophes naturelles 	Agro-écologie <ul style="list-style-type: none"> – Très peu de moyens alloués à l'agroécologie (moyens financiers) – Très peu d'impact de l'AE – Influence du changement climatique (calendrier cultural décalé, inondation, sècheresse ...) – Difficulté d'accès aux financements auprès des IMF pour l'AE 	Innovations <ul style="list-style-type: none"> – Difficulté de pérennisation des projets – Besoin d'une meilleure articulation des interventions – Beaucoup d'acteurs qui travaillent en faveur de l'AE mais peu de coordination
		Accès aux données statistiques Absence de données fiables dans le secteur agricole	Financements <ul style="list-style-type: none"> – Besoin d'augmenter les budgets (ministère et bailleurs) – Seul 11 % du PSAEP est consacré à l'AE – Manque de capacité d'investissement au niveau de l'exploitation
		Forestière <ul style="list-style-type: none"> – Reboisement ; situation critique – Tendance à la désertification surtout en MO 	

5. L'horizon H3, l'horizon du futur : quelle place souhaitée de l'agroécologie en Vakinankaratra en 2040 ?

Chacun des groupes de participants a imaginé un futur dans lequel l'agroécologie prend une place plus importante qu'actuellement. Cependant, la prépondérance de l'agroécologie, les pratiques agroécologiques et la coexistence des modèles agricoles sont imaginées de manière différente pour chaque groupe.

Certains groupes considèrent une augmentation homogène dans l'espace du nombre d'exploitations ayant des pratiques agroécologiques, d'autres imaginent un zonage dans lequel toutes les exploitations développent l'agroécologie. Au niveau des pratiquants, tous les groupes considèrent que les exploitations familiales seront les premières concernées, mais quelques groupes intègrent également l'agro-business, capable de produire directement des cultures agroécologiques sur de grandes superficies (dans le Moyen-Ouest par exemple), ou selon un modèle contractuel avec les exploitations familiales. Au niveau des pratiques, certains groupes proposent l'exclusion de toute utilisation d'intrant chimique, d'autres proposent d'adapter l'usage des produits selon les caractéristiques des milieux et le niveau de pression de phyto-pathogènes. La place des arbres est également considérée de manière différente : l'agroforesterie

est intégrée comme pratique agroécologique par la plupart des groupes, un groupe inclue également le reboisement, d'autres n'ont pas considéré l'arbre dans leurs discussions.

De manière transversale à tous les groupes, la description du futur souhaité par les participants met en évidence une plus forte prise en considération de l'agroécologie par les politiques publiques (plan de développement régional de l'AE, commission interministérielle de lutte contre le changement climatique, plateforme interministérielle sur l'AE), ainsi que des mécanismes financiers et de coordination des activités en lien avec l'agroécologie à différentes échelles. Les directions régionales de l'agriculture et de l'environnement ont une place renforcée dans la mise en œuvre des actions, où elles coordonnent les objectifs et actions des opérateurs de développement ou des organisations de producteurs, à l'aide de feuilles de route ou de stratégies régionales qui ciblent des filières agricoles ou des zones spécifiques.

Le secteur agricole est mieux structuré, avec un meilleur accès au marché, des filières et organisations de producteurs performants, capables de promouvoir la qualité de leurs produits (lobbying mentionné par le groupe 1). Ce groupe propose de distinguer les produits issus de l'agriculture agroécologique, avec une reconnaissance de sa qualité (certification) et une meilleure valorisation des prix de vente (marché spécifique). Le groupe 4 mentionne la structuration d'une filière d'agriculture biologique et durable. Les paysans perçoivent donc une hausse du revenu agricole et maintiennent des productions végétales et animales diversifiées. La malnutrition est ainsi réduite.

La plupart des groupes mentionne une meilleure gestion des ressources et des territoires, où la population y est mieux répartie, grâce au développement d'infrastructures permettant de réduire l'enclavement de certains territoires, grâce à la sécurité renforcée et avec une généralisation des registres cadastraux.

Parmi les pratiques agricoles proposées par les groupes, toutes sont connues actuellement, mais sont largement répandues dans l'horizon futur (réduction ou suppression de l'usage des intrants de synthèse, pépinières villageoises, installations de petites infrastructures hydroagricoles, agroforesterie, reboisement, meilleure intégration agriculture-élevage au sein des exploitations et des territoires). Concernant l'énergie et l'environnement, plusieurs groupes soulignent l'importance du reboisement et l'atteinte d'une autosuffisance énergétique (amélioration de l'efficacité énergétique des équipements domestiques, meilleure gestion de la biomasse énergétique), ainsi qu'une meilleure gestion de l'eau (eau et assainissement, par la mise en place de lavoirs communaux et de traitement des eaux usées).

Deux groupes ciblent également l'agro-business, capable de mettre en place des pratiques agroécologiques et de développer l'agriculture contractuelle.

Au niveau des organisations locales et régionales, le groupe 1 propose un renforcement des capacités techniques au niveau des organisations de producteurs ou des CSA, auxquelles sont transférées des nouvelles compétences, notamment des services de conseil et de gestion de proximité dans chaque commune, similaire à l'accompagnement technique et de gestion des exploitations proposé par le groupe 4. Les organismes de microfinance sont à même de proposer des solutions plus adaptées aux besoins des exploitations ou des groupements de producteurs.

Enfin, deux groupes soulignent l'importance de la coopération entre différents acteurs (les OP, la recherche, les organismes de développement, les structures décentralisées de l'Etat) et l'utilisation de données statistiques fiables permettant d'évaluer et d'accompagner cette transition.

Tableau 3: description de l'horizon future (H3) construite par les 4 groupes de travail

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
<p>Politiques publiques Existence de plan de développement AE au niveau régional avec financement pérenne</p>	<p>Politiques publiques – Mise en place d’une commission de lutte contre les changements climatiques (Ministère de l’agriculture, élevage, pêche, Ministère du transport, Ministère de l’environnement, eau et forêt, Ministère de l’éducation ...) - Existence de politiques et fonds pour chaque ministère concernant les changements (subvention sur l’AE)</p>	<p>Politiques publiques Activités entre les projets de développement bien coordonnées</p>	<p>Politiques publiques - Plateforme interministérielle pour définir les objectifs et le référentiel pour toutes les actions à mener – Volonté politique de donner plus de place à l’AE – Les directions régionales coordonnent localement les objectifs et actions</p>
<p>Economie – Existence d’un zonage stratégique selon les potentialités de chaque zone – Existence de plateforme sur chaque filière : feuille de route régionale – Formalisation OP : marché, exploitation ZIA, appui de l’état</p>	<p>Economique - Diminution des coûts de production, augmentation des revenus, réduction de la pauvreté, augmentation du niveau de vie – Marché spécifique pour les récoltes issues de l’AE – Facilitation de la certification – Réduction de la dépendance alimentaire avec l’extérieur</p>	<p>Démographie – Sécurité rurale et foncière – Une densité de population équilibrée dans chaque zone – Energie et eau accessibles</p>	<p>Economie - Restructuration des filières d’approvisionnement et stabilisation des marchés – La région reste ‘Grenier de Madagascar’ – Diversification des ressources financières dans chaque ménage – Développement et structuration d’une filière BIO durable et valorisable économiquement</p>
<p>Social</p>	<p>Social – L’agriculture est durable – Diminution de la malnutrition (AE : association, rotation, diversification ...) – Diminution de l’insécurité – amélioration de l’état de santé de la population – Beaucoup de paysans adhèrent à une association ou organisation paysanne (OP) et peuvent convaincre efficacement</p>	<p>Accès aux données statistiques Des données fiables accessibles dans le secteur agricole</p>	<p>Social – Diminution du taux de croissance démographique – Définition cadastrale : sécurité foncière – Développement d’infrastructures pour diminuer l’enclavement des territoires (route, moyens de transport) – Vision prospective des exploitations – Accompagnement des EA par des</p>

	<p>(LOBBING) au niveau des commissions</p> <ul style="list-style-type: none"> – Beaucoup de surface « verte » (arbre fruitier, arbre producteur de résine) 		<p>infrastructures de conseil en gestion</p> <ul style="list-style-type: none"> – Amélioration de la sécurité des biens et des personnes
<p>Pratiques agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> – Compétences transférées aux structures pérennes – Capacité renforcée à la base – Service de proximité disponible au niveau commune 	<p>Pratiques agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Technique culturale préservant l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> o Diminution de l'utilisation des matières chimiques dangereux o Cultures adaptées aux conditions du milieu (conditions édaphiques et climatiques) o Diminution des coûts mais augmentation de la production (quantité et qualité) – Exploitation tenant compte des bassins versants dans son ensemble (reboisement, courbe de niveau...) – L'EAF (hautes terres), l'agri business (moyen ouest) appliquent l'AE 	<p>Pratiques agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> – Zone exploitée au MO accrue – Produits phytosanitaires utilisés de façon rationnelle – Infrastructures mises en place / améliorés 	<p>Innovations</p> <ul style="list-style-type: none"> – Mise en place des pépinières villageoise – Favoriser les petites infrastructures hydroagricoles – Rendre le paysan acteur de l'innovation – Formation et diffusion des techniques auprès des paysans – Mise en place de coopérative de transformation et de vente – Coopération entre les institutions de recherches, les ONG et les institutions publiques – Identifier les freins à l'adhésion aux OP pour augmenter l'adhésion
		<p>Agroécologie</p> <ul style="list-style-type: none"> – Allocation budgétaire priorisée et pérenne a l'AE – Agriculture intelligente maîtrisée – Accès facile aux financement auprès des IMF – Opérateurs des zones MO accompagnés 	<p>Financements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le ministère intègre l'AE dans ses plans de développement –Le FDA finance les petites exploitations, –La dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds diminue –Développement d'une microfinance plus adaptée –Intégration du secteur privé dans la filière : structuration et contractualisation
	<p>Climat Madagascar, une île verte</p>	<p>Secteur forestier</p>	<p>Environnement</p>

	Les effets du changement climatique diminuent	Fort taux de couverture forestière	<ul style="list-style-type: none"> - Autosuffisance en bois, énergies - Augmentation des rendements énergétiques et optimisation des ressources en bois - Mise en place de lavoirs communaux et traitement des eaux usées - Agroforesterie, associations culturales, fertilisation organique - Intégration agropastorales
--	---	------------------------------------	--

6. Les poches du passé et les poches du futur

Les participants ont dans un premier temps identifié les poches du passé, c'est-à-dire, les activités du présent qui restent valables (à maintenir) dans le futur. Les participants ont tout d'abord souligné qu'il fallait maintenir l'engagement des acteurs du secteur public (STD-CTD, les projets en cours) ou associatif (OSC, OP) sur la thématique de l'agroécologie. Les directions régionales (de l'agriculture, de l'environnement et de l'élevage) coordonnent localement les objectifs et actions mises en œuvre. Dans le futur désiré, les OP et les associations continuent d'exercer un lobbying politique en faveur de l'agroécologie, il est important que ces acteurs fassent partie des discussions sur les stratégies de politiques agricoles. Dans le futur également, la région Vakinankaratra reste le « grenier de Madagascar », c'est-à-dire excédentaire en produits agricoles. Les produits issus d'une production agroécologique bénéficient d'une démarcation spécifique et donc d'une rémunération supplémentaire pour les acteurs de la filière. La formation, la diffusion technique et l'accompagnement en gestion auprès des paysans et des OP gardent une place importante dans les activités réalisées par des infrastructures de conseil en gestion.

Puis, les participants ont mis en évidence les poches du futur, c'est-à-dire les signaux faibles déjà présents dans l'horizon actuel et qu'il faudra amplifier afin d'atteindre le futur désiré. L'agroécologie est déjà mentionnée dans les documents de politiques publiques et bénéficie d'un faible budget alloué qu'il sera nécessaire d'augmenter. L'environnement international est favorable au développement de l'agroécologie, avec des discours portés par les instituts de développement internationaux et par les bailleurs qui exercent une pression sur les gouvernements vers des modèles agricoles plus respectueux de l'environnement et des populations locales. Au niveau des bailleurs, ces activités sont d'ailleurs actuellement encouragées (selon des degrés divers) par les bailleurs de fonds : certains bailleurs financent exclusivement les projets qui intègrent l'agroécologie (l'AFD et l'UE par exemple), d'autres financent tous types de modèles de développement agricole. Il est donc possible que les bailleurs soient de plus en plus exigeants et plus exclusifs dans leurs financements. Au niveau national, les ZIA sont identifiées comme un outils intéressant pour l'extension agricole, mais également pour le développement de l'agroécologie, qui serait à conserver et à amplifier. Au niveau national et régional, l'augmentation de la démographie, la pression foncière, les forts niveaux de pauvreté, les chocs suite aux aléas climatiques, constituent des

pressions qui conduisent à repenser les modes de développement vers davantage de durabilité. A une échelle plus locale, les signaux faibles sont constitués par les dynamiques d'expérimentation paysanne, où sont testées et développées de multiples pratiques agroécologiques qui sont autant de connaissances et de savoir-faire à maintenir et amplifier dans le futur.

Tableau 4 : description des poches du passé et du futur, réalisée par les 4 groupes de travail

Groupe	Poches du passé <i>(ce qui reste valable dans le futur H3)</i>	Les poches du futur <i>(les signaux faibles déjà présents dans H1, à amplifier)</i>
Groupe 1	<p>Economie : les STD – CTD Projets FDA OSC sont mobilisés de façon efficace</p> <p>Il existe des plateformes thématiques et des ZIA</p> <p>Technique : s'appuyer sur les activités de la recherche et les structures existantes</p>	<p>Politique : AE mentionnées dans les textes, existence de plusieurs projets FDA, OSC, STD-CTD, OP, Plateforme existante et ZIA existante</p> <p>Technique : Structures (OP, DRAE, CSA) Projets, Recherche, Centres d'approvisionnement</p>
Groupe 2	<p>Politique : existence de pression de bailleurs, existence de fonds, existence budget</p> <p>Technique : application de l'AE</p> <p>Sociale : OP, lobbying politique, diminution des feux de brousse</p> <p>Economique : existence de marché, diminution de la dépendance</p> <p>Climat : Madagascar, une île verte</p>	<p>Politique : 11% PIB budget AE + COP 21, ... hausse fonds AE</p> <p>Climat : existence de politique et reboisement</p> <p>Technique : existence de projets et initiatives, existence d'expériences paysannes, existence alternative aux produits de synthèse</p> <p>Sociale : existence d'initiatives foncières (BIF, carte foncière), existence OP</p> <p>Economique : Existence de demande mais encore minime</p>
Groupe 3	<p>Sectorisation : projet de développement</p> <p>Forestière : politique de conservation (DREDD)</p> <p>Agroécologie : culture de conservation, bonne pratique agricole</p> <p>Accès aux données statistiques : recensement agricole</p>	<p>Démographie : schéma d'aménagement territoriale (SRAT – SAC – SAL), politique d'immigration, énergie accessible (solaire, renouvelable, électrification rurale ...)</p> <p>Sectorisation : BIF, CASEF</p> <p>Forestière : reboisement intense (politique de l'Etat)</p> <p>Production : politique 5000 Ha pour Vakinankaratra (Riz, pluvial)</p> <p>Existence des lois et textes réglementaire (sur les produits phytosanitaires)</p> <p>Agroécologie : existence des allocations pour AE, initialisation de l'agriculture intelligente, existence des IMF</p>
Groupe 4	<p>Politique : Les directions régionales coordonnent localement les objectifs et actions</p> <p>Financement :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Le FDA finance les petites exploitations, la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds diminue – Intégration du secteur privé dans la filière : structuration et contractualisation <p>Economie : la région reste grenier de Madagascar</p> <p>Social : Accompagnement des EA par des infrastructures de conseil en gestion</p> <p>Innovations : Formation et diffusion des techniques auprès des paysans</p> <p>Environnement : /</p>	<p>Politique : initiative en faveur du développement agricole</p> <p>Financement : Seuls 11% du PSAEP, existence de microfinance</p> <p>Social : Existence de guichets fonciers</p> <p>Innovations : Présence d'OP</p> <p>Economie : Vakinankaratra : 'grenier de Madagascar', Agriculture primordiale pour l'économie de la région</p>

7. L'horizon H2, l'horizon de transition

7.1. L'horizon H2 : quelles tensions anticiper ?

L'horizon des transitions permet d'identifier les tensions ou conflits potentiels qui peuvent survenir dans le passage entre l'horizon 1 et 3. Les éléments cités par les participants sont d'ordre différents. D'un point de vue politique, il sera nécessaire de garantir un engagement fort du gouvernement envers l'agroécologie et une conviction de l'intérêt et des performances de ces pratiques. Les politiques publiques ciblées sur la sécurité alimentaire devront être complémentaires et non concurrentes à celles concernant la production agricole. La croissance démographique est perçue comme une menace puisqu'elle conduit à mettre en priorité l'augmentation de la production agricole. Pour y répondre, les politiques publiques actuelles choisissent des modèles agricoles basés sur la modernisation et la hausse de productivité à partir d'une augmentation de l'utilisation des intrants ou une augmentation des surfaces cultivées, solutions onéreuses mais universelles et techniquement maîtrisées, plutôt que sur des modèles agroécologiques, spécifiques à chaque territoire et dont certaines techniques sont encore mal maîtrisées. L'insécurité pour les populations rurales des zones enclavées est également présentée comme un facteur de tension, puisque le développement d'un modèle agricole basé sur l'agroécologie nécessite l'accompagnement des producteurs, l'accès au marché et aux informations qui ne peut être garanti dans des conditions d'insécurité. La corruption et la mauvaise gouvernance à toutes les échelles est source de tension et peut compromettre la bonne mise en œuvre d'initiatives en faveur de l'agroécologie.

A une échelle régionale, les collecteurs, organisés en réseaux informels de pré-collecteurs ou de rabatteurs, sont souvent les seuls interlocuteurs des agriculteurs pour la commercialisation de leurs productions. Ces collecteurs sont peu enclins à s'approvisionner en produits agricoles spécifiques (biologiques ou agroécologiques) puisqu'il n'y a pas de valorisation supplémentaire de ces produits. Ils ne contribuent donc pas à promouvoir les pratiques agroécologiques. Dans l'hypothèse d'un fort développement d'une production agricole identifiée et commercialisée comme issue de pratiques agroécologiques, il est possible que la concurrence entre les régions soit perçue comme un frein. A l'exportation, les produits labellisés en agriculture biologique seront privilégiés au détriment des produits issus de pratiques agroécologiques, car respectant un cahier des charges reconnu à l'international.

A une échelle locale, la prise de risque des agriculteurs est souvent un facteur de blocage dans tout changement socio-technique. Les agriculteurs devront être accompagnés afin de limiter leur prise de risque et en appliquant ou en adaptant des techniques dont l'efficacité a été prouvée. Le faible accès aux intrants agroécologiques et au matériel végétal est également une contrainte. Par ailleurs, les agriculteurs sont souvent peu informés des risques pour la santé humaine et pour l'environnement concernant l'usage de certains produits fertilisants ou phytosanitaires chimiques. Le besoin d'information et de formation est donc important. Des comportements malintentionnés peuvent survenir (vol, sabotage) dans les cas où des bénéfices seraient captés par seulement quelques individus sans redistribution au niveau de la communauté locale.

Tableau 5: Identification des tensions potentielles dans l'horizon de transition, réalisée par les 4 groupes de travail

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
Politiques publiques - Dialogue politique - Plaidoyer - Communication sur AE	Politiques publiques - Persuader les dirigeants (président, 1 ^{er} ministre) - Degrés de conviction différents - Des avantages et des bénéfices différents à tous les niveaux - Détournements de fonds - Dépenses inutiles - Népotisme	Démographie - Méconnaissance de la politique - Risque de corruption - Détournement de subvention - Inefficacité de service de sécurité - Mauvaise communication	Financement - Concurrence entre les projets auprès des bailleurs - Inégalités / jalousie entre exploitations - Corruption
Economique - Manque de moyens - Cout élevé (MO) installation - EAF non persuadées (Avantages techniques environnementales économique à long terme) - Produits AE non valorisés sur le marché	Climat - Feu de brousse - Manque de suivi et contrôle des riz cultivés	Sectorisation des politiques publiques Différence de niveau d'engagement	Economie - Concurrence entre les régions - Concurrence sur le marché du BIO (national et international)
Social - Croissance démographique	Pratiques agricoles - Peu ou moins d'avantages pour les entrepreneurs - Solidarité entre les paysans - Tension entre ceux qui pratiquent l'AE et ceux qui pratiquent la révolution verte - Perte d'emploi dans certains cas - Peur de l'application des innovations	Secteur forestier - Insuffisance - Suivi - Entretien - Inefficacité des services de sécurité - Négligence du respect de l'environnement Tavy – pâturage charbon, bois de chauffe	Politique - Conflit d'intérêt - Corruption - Problèmes de gouvernance

<p>Pratiques agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> -Volonté (impatience, manque de moyen) -Manque de moyens -Pas de mesures d'accompagnement à court terme -Non disponibilité des intrants -Manque de matériel végétal -Manque de compétences -Accès à la technologie 	<p>Social</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mentalité difficile à changer -Difficultés à contrôler les perturbateurs (réfractaires à l'AE) -Les actions de lobbying sont ignorées par les dirigeants 	<p>Pratiques agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance -Suivi -Entretien -Négligence du respect de l'environnement Tavy – pâturage charbon, bois de chauffe -Méconnaissance des effets néfastes des produits chimiques -Pas de moyens pour l'aménagement -Politique contre la faim -Mauvaise communication 	<p>Social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conflits d'intérêt - Dégradation, vol - Jalousie - Monopole des collecteurs
	<p>Economique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Peu d'actions d'accompagnement économique et social des populations (sensibilisation sur les avantages potentiels, formation, planning familial, migration accompagnée) - Les avantages économiques perçus en AE nécessitent du temps - Les consommateurs ne sont pas suffisamment sensibilisés aux produits AE - Superficie par EA en diminution, pression démographique) 	<p>Agroécologie</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance suivi - Entretien -Négligence du respect de l'environnement Tavy – pâturage charbon, bois de chauffe -Méconnaissance des effets néfastes des produits chimiques -Politique contre la faim 	<p>Innovations</p> <ul style="list-style-type: none"> -Manque de transparence -Manque de capitalisation d'expérience -Concurrence entre les acteurs -Les projets priorisent les exigences des bailleurs aux besoins des paysans
		<p>Accès aux données statistiques</p> <p>Mauvaise communication</p>	<p>Encadrement restriction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de quotas nationaux, régionaux - Processus de traçabilité - Changement des habitudes et traditions et des itinéraires techniques

7.2. L'horizon H2 : quelles actions mettre en œuvre et avec quels acteurs/institutions ?

Il est à noter que chaque groupe a travaillé séparément, depuis le diagnostic de la situation initiale (H1), la construction d'une image du futur (H3), jusqu'aux étapes de transition (H2) et au plan d'action. La place de l'agroécologie dans les futurs envisagés est donc spécifique à chaque groupe : certains groupes ont centré leurs discussions sur l'agriculture familiale, d'autres ont inclus le secteur agro-alimentaire et l'agriculture contractuelle, etc. De fait, les mesures proposées dans l'horizon de transition H2 sont

spécifiques à chaque groupe. Néanmoins, cet atelier étant une première discussion avec ces participants, et dans l'objectif de décloisonner les discussions et de permettre la créativité, les actions identifiées par les participants ont été regroupées selon différentes échelles d'intervention : nationales, régionales et locales.

Au niveau national, un effort de communication sur l'intérêt et les performances comparées des pratiques agroécologiques est identifié comme une priorité par l'ensemble des groupes. La promotion de l'agroécologie à l'échelle nationale et son intégration dans les politiques publiques passe par la création d'un comité de pilotage et d'une plateforme interministérielle afin de coordonner les actions et éviter la sectorisation des politiques publiques.

La création d'un syndicat paysan spécifique à l'agroécologie est une mesure proposée, à l'instar du syndicat sur l'agriculture biologique récemment créée (SYMABIO), et qui devra être cohérent avec les dynamiques similaires (comme les organisations paysannes qui promeuvent l'agroécologie, telle que FIFATA). Ce syndicat serait en mesure de promouvoir les produits issus de pratiques agroécologiques, d'identifier les marchés et de mettre en œuvre une labellisation et un système de traçabilité des produits. Les bio-pesticides et biofertilisants seraient produits en grande quantité par des entreprises spécialisées, en respectant un cahier des charges et une utilisation normée.

Au niveau régional de nombreux participants ont souhaité que la Région occupe une place centrale dans le pilotage des activités. Lors des discussions, la DRAEP a proposé d'organiser des réunions de coordination et de pilotage des différentes initiatives dans ce sens. La réorganisation des ressources humaines au sein de la DRAEP au moment de l'atelier nécessite de renouveler cet engagement avec la nouvelle équipe dirigeante. Les participants ont indiqué également l'importance d'impliquer dès le départ les producteurs et représentants des producteurs, via les structures pérennes des organisations de producteurs afin de s'assurer de leur contribution tout en garantissant des impacts à court et moyen terme. Les plateformes filières et plateformes d'innovation sont identifiées comme des outils intéressants pour discuter et expérimenter des pratiques agroécologiques, leur « redynamisation » est alors nécessaire, avec l'aide de la recherche, des organisations de producteurs et de structures régionales décentralisées. Un plan d'aménagement régional est proposée, afin de rééquilibrer les densités de population qui conduisent à la saturation et au morcellement foncier, en accompagnant l'installation de jeunes dans le Moyen-Ouest, zone moins peuplée. Cette planification inclue également de préciser les zones où les pratiques agroécologiques seront priorisées, permettant la gestion raisonnée des milieux agricoles (eau, foncier, utilisation d'intrants et de biomasses locales, reboisement). Ces plans d'aménagements comprennent un suivi des pratiques qui pourrait se baser sur un observatoire des pratiques agricoles, permettant de générer des données statistiques. Certains groupes souhaitent inclure des mesures coercitives en cas de non-respect des plans (pénalisation, rappel à l'ordre).

Au niveau local, l'accompagnement des paysans est la principale mesure proposée à cette échelle, avec dans un premier temps, le partage d'informations et la diffusion des résultats des projets et des expérimentations agronomiques. L'accompagnement passe aussi par le renforcement de capacités des producteurs, par des formations et par la mise en place de services de proximité comme le conseil technique en s'appuyant sur le réseau d'organisations de producteurs (comme le dispositif de Cap Malagasy du réseau Fert-FIFATA), sur les CSA, ou sur les réseaux de techniciens de la région soutenus par les projets de développement actuels (cas de PAPAM)). Les jeunes et les femmes doivent également être ciblés, avec des mesures spécifiques : l'appui à l'installation des jeunes ayant des projets incluant

l'agroécologie. La cohésion sociale à l'échelle des Fokontany doit être maintenue en créant des externalités positives pour l'ensemble de la population afin d'éviter tout comportement malintentionné. Cette cohésion sociale peut s'appuyer sur les pratiques traditionnelles, telles que les « *dinam-pokonolona* », où une somme d'argent est collectée et/ou des travaux communs sont réalisés afin de mettre en œuvre des activités à visée collective.

Tableau 6: identification d'actions à mettre en œuvre afin d'atteindre le futur décrit

Groupe	Actions à mettre en œuvre	Responsabilités
Groupe 1	Politiques : Ateliers dialogue politique (stratégie régionale)	CTD-STD
	Economie : Identification des potentialités AE	CSA, CTD-STD, TVA
	Redynamisation des plateformes	OP, STD –Recherche
	Communication : avantages AE, stratégie	Projets, AS/ONG
	Appuis à l'installation AE /Intrants	Projets, operateur
	Identification des marchés	STD
	Technique : Renforcement de capacité Transfert de compétences Identification des mesures d'accompagnement	OP – STD
	Social : Sensibilisation PF, Service de proximité	EAF
Groupe 2	Politiques : Besoin de convaincre (Plan de lobbying)	OP /ASS / ONG / Projet BIANCO (contrôleur)
	Economique : Animation sur les avantages, Formation	OP /ASS / ONG / Projet /CSA CTD STD
	Société : Planning familial	Société
	Aménagement territorial : Migration bien organisée	
	Pratiques agricoles : Formation, animation	OP / ASS/ ONG / Projet, CSA CTD STD
	Recherche : Recherches et partage des résultats	Instituts de recherche, Bailleurs de fonds (BM, AFD, UE, Comesa)
	Social : Sensibilisation « Dinam-pokonolona » : conventions collectives typiquement malgaches, étaient considérés comme étant un ensemble de règles coutumières d'organisation de la société. Retour vers la solidarité	OP / ASS /Fokontany CTD / STD
Groupe 3	Sensibilisation, information, communication, éducation, pénalisation, rappel à l'ordre	STD – CTD
	Bonne gouvernance , audit strict	ASS/ONG, OP, Projets, CTD, CSA
	Renforcement, intensification, service de sécurité	STD – CTD
	Accompagnement des moyens financiers et matériels appropriés	ASS/ONG, OP, Projets, CTD, CSA, Recherche, IMF, PTF, STD
	Valorisation, capitalisation des acquis	ASS/ONG, OP, Projets, CTD, CSA, Recherche , IMF , PTF , STD
	Intensification action suivi – entretien	ASS/ONG, OP, Projets, CTD, CSA, STD
	Participation inclusive de tous les acteurs	ASS/ONG, OP, Projets, CTD, CSA, Recherche, IMF, PTF, STD

Groupe 4	Politiques <ul style="list-style-type: none"> - Renouveau des dirigeants - Lutte contre la corruption - Approche participative - Création de syndicat paysan - Création de comité de pilotage - Création de plateforme interministérielle pour coordonner les actions 	Politiques <ul style="list-style-type: none"> Etat et autres institutions publiques Organisme de contrôle ONG Groupement des paysans
	Economie <ul style="list-style-type: none"> - Plan national d'actions (spécialisation des régions) - Développement de partenariat à l'export - Cadrer et définir le label ; BIO (certification et contrôle) 	Etat et institutions publiques Organismes de certification et contrôle
	<ul style="list-style-type: none"> - Union d'association et ONG dédiés à l'environnement et à l'EA - Capitalisation et diffusion des résultats des projets et recherches 	ONG, institut de recherche Institutions publiques
	Financement <ul style="list-style-type: none"> - Projet multi-bailleurs - Médiation et diffusion auprès des groupes de producteurs 	Bailleurs de fonds, ONG, organismes de recherches , OP
	Social <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle et surveillance - Répression - Cadrage des prix - OP 	Etat, police, institutions publiques Collectivités territoriales décentralisées
	Environnement <ul style="list-style-type: none"> - Quota et traçabilité 	Institutions publiques, institution de recherche ONG, entreprise, institution publique, exploitants
	<ul style="list-style-type: none"> - Formation centres de formation ex : champ, école, paysan 	ONG, Système éducatif national, médias et autres organismes de diffusion
	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation de la population des dangers des pesticides - Développement de biopesticides et biofertilisants - Normes nationales d'autorisation des produits phytosanitaires 	Institutions publiques, ONG, entreprise, institution de recherche, médias

Conclusions et perspectives

Les participants à l'atelier ont souligné l'importance de la thématique traitée. L'agroécologie est au cœur des actions de nombreuses organisations présentes lors de l'atelier. De plus, les politiques publiques et les bailleurs mettent déjà en exergue l'importance de l'AE pour lutter contre les effets du changement climatique, pour gérer les ressources naturelles et pour améliorer la production agricole et les conditions de vie des agriculteurs. Le format de l'atelier, participatif et multi-acteurs, ainsi que l'utilisation de la méthode des trois horizons a permis de générer des échanges entre participants et de construire une vision d'un futur possible dans lequel l'agroécologie occupe une place prépondérante. Des tensions probables pour passer de la situation actuelle au futur ont été identifiées, puis des actions ont été proposées afin d'éviter ces tensions.

La forme d'une arène multi-acteurs traitant de cette thématique n'a pas été clairement décidée, mais des pistes ont été lancées par les participants :

- un comité de pilotage sous l'égide de la Région et reposant sur des organisations déjà existantes et fonctionnelles,
- le partage des informations et résultats d'expérimentations menées par les différentes organisations et acteurs sur la thématique, y compris le partage des résultats de recherche-action incluant l'expérimentation agronomique ;
- la mise en place d'une nouvelle plateforme multi-acteurs thématique.

Il a été souligné que les CSA et le FDA-R doivent également être au cœur de ces discussions, en lien notamment avec les réflexions actuelles pour restructurer le fonctionnement des FDA-R et inclure une composante « agroécologie » dans les demandes financées. Il est également envisagé la création d'un groupement de bailleurs de fonds sur la thématique agroécologique afin d'améliorer la coordination entre les activités financées (AFD, GIZ, FIDA, JICA, UE, coopération décentralisée). Par ailleurs, les participants indiquent la nécessité d'intégrer d'autres acteurs en lien avec le secteur forestier ou la conservation, comme la DREDD, afin de réduire l'effet de sectorisation des politiques publiques, bien illustré et discuté pendant l'atelier.

De nombreux « signaux faibles » sont déjà bien identifiés par les participants (les discours internationaux en faveur du développement durable, l'engagement de certains bailleurs, les multiples expérimentations paysannes appuyées par les OP ou par des ONG) et méritent donc d'être amplifiés afin de servir de base pour construire ce futur envisagé par les participants dans lequel l'agroécologie prend une place prépondérante. Il appartient maintenant à chaque organisation de se saisir de ces opportunités et de les transformer en actions. Bien qu'aucune structure d'arène multi-acteurs n'ait été privilégiée durant cet atelier, les suites à donner à cet atelier pourrait concerner le prolongement de ces discussions, en identifiant les organisations leaders, un calendrier d'activité, des indicateurs et la structure existante ou à créer la mieux à même de porter ces futures actions.

Annexes

Agenda

Mardi 16 avril	Contenu
08h45 à 09h00	Allocution de bienvenue, présentation des participants et des objectifs de l'Atelier
09h00 à 9h45	Situation de l'agriculture actuelle en Vakinankaratra (Tahina Raharison (Montpellier SupAgro/GSDM) et Sarah Audouin (CIRAD/FOFIFA)
9h45 à 10h00 : Pause thé/café	
10h00 à 11h00	Situation actuelle des EA (Mamy Razafimahatratra Hanitriniaina (FOFIFA) et Jean-François Bélières (CIRAD/FOFIFA)
11h10 – 11h30	Présentation des forces motrices identifiées lors de la prospective régionale effectuée en 2016 (Sarah Audouin)
11h30 à 12h	Discussion en groupe pour partager les éléments moteurs de l'horizon 1 (30')
12h à 12h30	Restitution en plénière (30')
12h30 à 13h30 : Pause déjeuner à la résidence sociale	
13h30 à 14h00	Présentation des scénarios construits lors de la prospective régionale en 2016, vote sur 2 scénarios souhaités pour continuer la réflexion et questionner la place de l'AE et de l'agriculture dans ces scénarios
14h30 à 15h30	La vision du futur, tel que souhaité (horizon 3)
15h30 à 16h15	Poches du passé : Discussions autour de ce qui reste valide dans le futur Poches du futur : Discussions autour d'éléments du futur qui sont déjà présents
16h15 – 17 h	Restitutions des groupes
Mercredi 17 avril	Contenu
08h30 à 09h30	Les chemins d'avenir (horizon 2), identification de possibles conflits durant la transition entre le présent et le futur
9h30 – 10h	Restitution des groupes
10h à 10h30 : Pause thé/café	
10h30 à 11h30	Ebauche de plan d'action
11h30 à 12h30	Bilan et perspectives, lien avec les dispositifs actuels
12h30 à 13h30 : Pause déjeuner à la résidence sociale	

Tableaux produits par les participants

Relevé

Groupe 1

① **POLITIQUE**
Non-considerat° de l'AE
AE mentionné dans les textes

② **ECONOMIE**
1/3 plus (projets) FDA OSC STD-CTD
Porte potentielle agricole
Existence de plusieurs organisations zones 9
Digriculture de subsistance
Importance secteur informels
Pauvreté
Faible importance de l'AE dans l'AE
Accès au marché limité

③ **SOCIAL**
Attachement aux pratiques traditionnelles
Contraintes sociales (routes, sécurité)
Faible adhésions aux OP
Problème de migration surface, production
forte croissance démographique

④ **TECHNIQUE**
Accès aux enfants faible
Maintien des pratiques traditionnelles
Structures Projets Recherche
Centres d'apprentissage

GP I H2

① Dialogue autour des enjeux
② Existence plan de développement

③ Changement de régime
④ Non disponibilité des services
⑤ Manque matériel (logiciel)
⑥ Manque de moyens
⑦ Manque de matériel (logiciel)
⑧ Manque de matériel (logiciel)

⑨ Croissance démographique
⑩ Planification familiale

⑪ Accès à la technologie
⑫ Réduction de la technologie

Groupe 1 (H3)

POLITIQUE
Existence d'un plan de développement AE au niveau régional avec financement pérenne

ECONOMIE OP-CTD Projets FDA OSC
Existence stratégie de chaque zone selon ses potentialités
Existence plateforme sur chaque filière
soit feuille de route régionale
Formalisation OP - marchés
Initiation RIA - exploitation ZIE
appui Etat

TECHNIQUE
Compétences transférées aux structures péennes
Capacité renforcée à la base
Service de proximité disponible (au niveau Commune Recherche Structures)

SOCIAL

ACTIONS	QUEST	COLLAB	RE
POLITIQUE Ateliers dialogue - par (stratégie régionale)	CTD-STD	Projets AS/AS/ TOUS	banque mondiale JAF, UE...
ECONOMIE Identification potentialités AE Redynamisation des plateformes Communication avantages AE (stratégie)	CSA-CTD-STD FDA OP-STD-Back Projets-AS/AS/	OP-AS/ONS PTF Projets CTD-STD STD Projets-FDA	FDA Projets Projets-FDA
Appui à l'installation AE/infants Identification marchés	Projets - Opérateurs STD	Opérateurs écol Projets	Projets FIDA
TECHNIQUE Renforcement de capacités Transfert de compétences Identification mesures accompagnement	OP-STD	Projets Rech STD	Projets FIDA
SOCIAL Formalisation PP/Service de proximité	OP-FAF	CTD	Projets

Groupe 1 : horizons 1, 2 et 3 et plan d'action en dessous

DEMOGRAPHIE

Contrats entre le MO et les HT

SECTORISATION

- Assés de synergies entre les acteurs de HT et MO
- Pas de vision commune

FORESTERIE

- Développement situation critique
- Tendance à la désertification surtout en MO

PRODUCTION

- Surface de production pauvre non exploitée en MO
- Extremement importés sur la HT: sans exploitation des terres
- Perte d'activités du producteur plus tôt pour se consacrer à la HT

AGRO-ÉCOLOGIE

- Traité pas de moyens alloués à l'agroécologie (moyens financiers)
- Traité pas d'impact à l'AE
- Influence des changements démographiques, culturels, sociaux, économiques, agricoles
- Difficile à l'accès aux financements auprès des HT pour l'AE
- Avenir incertain d'accompagnement aux Opérateurs du genre au MO

ACCES AUX DONNÉES STATISTIQUES

- Pénurie de données fiables dans le secteur agricole

VISION FUTURE (2040)

DEMOGRAPHIE

- Services médicaux et financiers
- Une norme de population équilibrée dans chaque zone
- Manque d'attractivité (à voir)

SECTORISATION

- Réalignement entre les projets de développement
- Non coordonnés

FORESTERIE

- Fortes laures de servitudes forestières

PRODUCTION

- Deux modèles en MO à voir
- Productifs et moins rémunérateurs
- Infrastructures moins en place / améliorées

AGROÉCOLOGIE

- Attention particulière sur le genre et l'AE
- Agriculture intelligente multifonctionnelle
- Appui guidé aux financements auprès de l'IMF
- Opérateurs du genre MO accompagnés

AVIS AUX POLITIQUES STRATÉGIQUES

- Les données fiables accessibles dans le secteur agricole

Groupe 3 : horizons 1, 2, 3

FINANCEMENTS

- Ne mobiliser ni HT ni AE dans ses plans de développement
- Le PDA financie les petites exploitations, la dépendance au capital des exploitations de grande dimension
- Dit à une autre finance qui adapte
- Intégration des savoirs dans la politique de planification et de planification
- Outils de planification

AGROÉCOLOGIE

à plus de place dans l'Etat

- à plus de place dans les politiques régionales & nationales

Groupe 4 : horizons 1, 2, 3

Liste de participants

NOM	PRENOM	ORGANISATION	FONCTION	MAIL
FENOHANITRA	Onjaharifetra	FIFATA	RPR Service proximité	onja.fifata@gmail.com
RAKOTOASY	Désiré	OP faitières - TAVAMA/FEKRI TAMA	Président TAVAMA	tantsahatavama@gmail.com
RAKOTONIAINA	Pierrot	CASEF/SOCODE VI	RSES	prakotoniaina@socodevi.org
VILLARD	Louis	Cœur de forêt	Pôle agro	agro.antsirabe@coeurdeforet.com
PETTIER	Clarisse	Cœur de forêt	Pôle reforestation	reboisement.antsirabe@coeurdeforet.com
RANAIVOSON	Bruto	Cœur de forêt	Responsable agro	responsableagro.antsirabe@coeurdeforet.com
RADANIELA ANDRIANORO	Aina	Cœur de forêt	Responsable reforestation	appui_reboisement.antsirabe@coeurdeforet.com
BOLCLICHAR	Christine	CIRAD	Stagiaire Sélection	
LANTOHARINAIVO	Marius	Plateforme PAOMA	Vice PCA	pfpaoma@gmail.com
CRESPIN-BOUCAUD	Arthur	CIRAD	doctorant	arthur.crespin@gmail.com
RABOZIVAO	Jeanina	TOMBONTSOA	Enseignante	jeaninerabozivao64@gmail.com
ANDRIANTSEHENO	Z Manampy	CECAM	Inspecteur	manampy27hecy@gmail.com
RAKOTONDRAINAIVO	Charles	CARITAS	Chef de projet	charlesrakotondranaivo@yahoo.fr
RAFENOMANJATO	Antsa	APDRA	Chercheur	antsarafenomanjato7@gmail.com
MANDRESILAHATRA	Julie	APDRA	Chef de projet	j.mandresilahatra@apdra.org
RAKOTOARIVELO	Nirina Jean Patrick	Plateforme filière Riz VOLI-VARY	Facilitateur	rpatricknirina@gmail.com
ANDRIAMBOLOLONA	Manantsoa Josoa	ORN VAK	Responsable technique	psn.vakinankaratra@ymail.com
ANDRIAMAROMANANA	Solo	CSA IAVOKO Betafo	Coordonnateur	asoloeric@yahoo.fr
MIHAJANAMBININA	Solondraibe Tiana	CSA SOAFANIRY Antanifotsy	Coordonnateur	csasoafaniry@gmail.com
RAMANANTSOANIRINA	Alain	FOFIFA	Chercheur	alainmj55@gmail.com
RANDRIANASOLO	Ida	CEFFEL	Directrice	ceffel.assoc@gmail.com
RASAMIMANANA	Andry	CEFFEL	Responsable Centre	ceffel.andry@gmail.com
ORBELL	Claire	SCORE	Responsable appro F&L	claire.orbell@score.mg
RANDRIANARY RAKOTOVAO	Fulgence	CSA MIMOSA Ambatolampy	Coordonnateur	csamimosaabp@gmail.com

SAMBANY	Paulemont	Plateforme FELAMBARY	Président	momontsambany@gmail.com
RABARY	Bodovololona	FOFIFA Plateforme Haricot SFMT	Chercheur/PCA	bodo.rabary@gmail.com
BERNARD	Amélie	AFD	Chargée de projet	bernarda@afd.fr
RAHARILALAO	Lova	FDA	Directrice Régionale	maholitiana.lova@gmail.com
TOKIHERINIONJA		GSDM	Chef de projet MANITATRA	tokiherinionja@yahoo.fr
RAHELIARISOA	Edwige	CSA LOVA Andranomanela tra	Coordonnateur	raheliarisoae@gmail.com
RAVELOARIJAONA	Nonat	FAFIALA	Directeur Exécutif	nonat01@yahoo.fr
RAKOTONDRA SOA	Johnson	FAFIALA	Technicien	
RATRIMO	Adrien	AGRISUD/Projet PAPAM	Chef de projet	aratrimo@agrisud.org
RAVONIALIMANANA	Lanto	VFTV	CTEC	vftvfifata.lanto@gmail.com
RAKOTOND RAMANANA		GSDM	Directeur Exécutif	gsdm.de@moov.mg
RAJAONA	Arisoa	AfricaRice	Chercheur	a.rajaona@cgiar.org
RAKOTOMALALA		Plateforme Pomme de terre	PCA	
RAVELOJAONA	Hery Joro	CSA Faratsiho	Coordonnateur	anmetsiory@gmail.com
RAZAFIMAHATRATRA	Mamy	FOFIFA	Chercheur	razhanitramamy@yahoo.fr
RAZAFIMANDIMBY	Simon		Animateur Principal	simon.razafimandimby@yahoo.fr
RAHARISON	Tahina	GSDM Montpellier SupAgro	AgroEconomiste	tahinarison@yahoo.fr
RAKOTOARISON	Njaka	CSA Ambodirano Mandoto	Coordonnateur	csaambodirano@gmail.com
RAZAFITSALAMA	Marie Solange	DRAEP Vak	Chef FRA DRAEP Pi	rasalamasolange@gmail.com
RAKOTOMALALA	Lovaniaina	FIFAMANOR	Responsable Elevage	lovaelisee@gmail.com